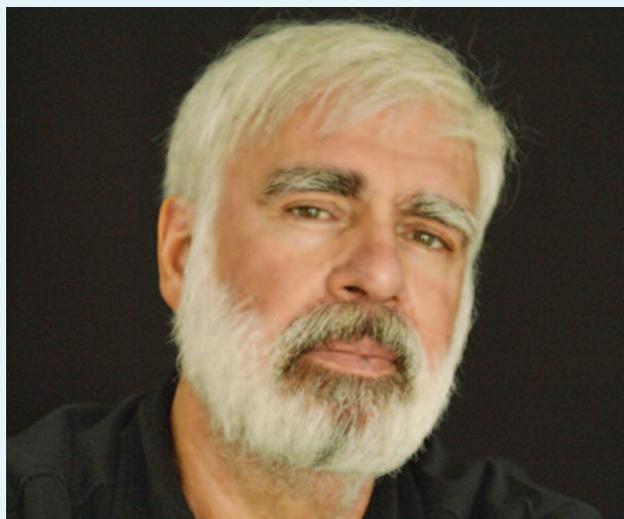


L'ODAS CHANGE LA DÉCLINAISON DE SON NOM

Lors de la dernière assemblée générale de l'Odas, les adhérents ont voté une nouvelle déclinaison. Jusqu'alors Observatoire De l'Action Sociale, Odas se décline désormais Observatoire de la Décentralisation et de l'Action sociale. Son Délégué général, Didier Lesueur, et son Secrétaire général, Luc Valentin, nous expliquent les raisons de ce changement.



Didier Lesueur



Luc Valentin

Le JAS : Pourquoi ce changement de nom ?

Didier Lesueur : C'est pour mieux exprimer ce qu'est réellement l'Odas aujourd'hui.

Luc Valentin : Comme la société, l'Odas évolue. Nos études qui étaient à l'origine essentiellement consacrées aux politiques d'action sociale par secteur (protection de l'enfance, insertion, autonomie...), ont permis de mettre en avant le fait que le sens de la décentralisation avait changé et que la question sociale ne pouvait plus se résumer uniquement à la lutte contre la pauvreté.

D.L. : En effet, nos études sur la protection de l'enfance, menées avec les Départements, ont mis en exergue que la majorité des enfants étaient de plus en plus victimes de l'isolement de leurs parents. En effet, l'évolution du marché de l'emploi a entraîné un éloignement géographique entre les générations d'une même famille. Dans le même temps, le développement de l'individualisme a produit un effacement progressif des liens sociaux et des repères partagés. Les réseaux de solidarité de proximité ne sont plus opérants. En somme, les filets de sécurité qui permettaient de s'appuyer sur un proche (famille ou voisin) en cas de difficulté, ont en partie disparu. Cette évolution concerne

également les personnes vieillissantes, dans une société qui ne les considère souvent plus comme potentiellement utiles. Ces fragilités, qui ont de surcroît un impact sur la santé mentale, s'ajoutent à celles liées à la pauvreté. Il s'agit bien là d'une crise structurelle qui ne pourra pas seulement être résorbée par le recours aux politiques réparatrices de l'action sociale.

L.V. : Ces constats ont abouti à l'engagement de l'Odas sur le lien social. Or, l'échelon le plus pertinent pour retisser le lien social et les solidarités de proximité, c'est l'échelon local. Cette volonté de valoriser la décentralisation et les territoires, qui sont proches de l'humain et des citoyens, nous a poussé à l'affirmer dans notre définition et dans notre raison d'être.

Le JAS : Cette nouvelle déclinaison est un éloge de la proximité en somme. Mais quel est ce sens de la décentralisation selon l'Odas ?

D.L. : Le sens premier de la décentralisation en 1984 c'était de rapprocher le centre de décision des citoyens et d'essayer de modifier le tropisme de la protection vers la prévention. Aujourd'hui, on pourrait dire que le sens premier de la décentralisation, pour le bloc communal et les départements, c'est de leur permettre de soutenir le développement des liens sociaux et la création de solidarités de proximité. C'est l'essence même de la prévention. Par ailleurs, on a observé que la décentralisation a réduit, contrairement aux idées reçues, les écarts entre les départements.

Quand on décline « *décentralisation et action sociale* » on défend aussi l'idée que l'engagement communal, intercommunal et départemental touche l'ensemble des compétences de ces collectivités. Notre cœur de métier reste l'action sociale, mais notre expertise nous conduit également à avoir une vision beaucoup plus transversale de l'action publique, au-delà de l'action sociale. C'est pourquoi l'Odas a toujours mis en avant la nécessaire création de politiques transversales de l'action sociale, la nécessité de briser les silos.

Le JAS : Cela découle de la vision axée sur la prévention défendue par l'Odas : tous les services, toutes les politiques publiques concourent à la prévention.

D.L. : Complètement ! D'où ce double enjeu de la décentralisation : il y a la proximité mais aussi la question de la transversalité.

L.V. : Je me souviens, il y a quelques années, du président d'un conseil départemental qui nous disait « *Quand je construis 30 km de route pour désenclaver un village, c'est de l'action sociale* ». Quand on désenclave un village, cela permet aux habitants d'aller travailler, aux enfants d'aller à l'école. On est totalement dans la prévention. Que l'État s'occupe de ce qui est régalien c'est normal. En revanche, tout ce qui touche à la vie concrète des habitants doit être décidé au plus près d'eux-mêmes. Ainsi la décentralisation permet des réponses adaptées à la réalité chaque territoire.

D.L. : La proximité, c'est l'adaptation ! Il faut accepter qu'il y ait des réponses différentes d'un territoire à l'autre. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'égalité ce n'est pas proposer la même réponse partout, car on ne part pas de la même situation selon les territoires.

Le JAS : L'Odas a fait évoluer sa politique vis-à-vis des adhérents. Pouvez-vous nous en dire plus ?

D.L. : Notre préoccupation de resserrer davantage les liens avec les adhérents nous a conduit, d'une part à leur faire bénéficier en priorité de l'ensemble de nos nouvelles publications, d'autre part à proposer de manière régulière des webinaires pour engager des débats avec nos adhérents et favoriser le croisement des regards.

L.V. : L'Odas a toujours été proche de ses adhérents. Le changement avec la crise de la Covid-19 et la multiplication de l'usage des visio conférences et du numérique nous a poussé à utiliser ces nouveaux moyens de communication, ce qui nous permet de multiplier les moyens d'échange pour construire de la connaissance partagée et faire émerger, entre autre, les futurs sujets d'études qui seront conduits avec les adhérents. Auparavant, ces échanges reposaient notamment sur des commissions en présentiel. Désormais, les visio-conférences, permettent d'associer un plus grand nombre de participants. Par ailleurs, l'Odas continue de se déplacer régulièrement dans les territoires. ■